

Modèle de partage de l'information du CDPISP – septembre 2019

Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CDPISP de septembre 2019.

Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être partagées sans l'approbation du membre (auteur)

Administration : QUÉBEC	Personnes-ressources
1. Réalisations : Mettez en relief les principales réalisations en matière de la TI/GI, et/ou des étapes importantes réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.	TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE <ul style="list-style-type: none">Le 3 juin 2019, le gouvernement du Québec a dévoilé la Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023. Celle-ci vise à offrir des services publics plus intuitifs et faciles d'utilisation pour la population, en plus d'améliorer l'efficacité de l'État.Plusieurs actions sont déjà déployées, certaines à portée gouvernementale et d'autres propres à chaque organisme et issues de plans de transformation numérique spécifiques, notamment :<ul style="list-style-type: none">Création du Centre québécois d'excellence numérique (CQEN) au sein du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Cette nouvelle entité a la responsabilité d'accélérer et de faciliter la réalisation des actions prioritaires du gouvernement et d'organiser le partage d'expertise entre le gouvernement et l'écosystème numérique.Élaboration de plans de transformation numérique issus des ministères et des grands organismes. L'analyse des plans colligés est en cours et permettra de produire une première version du plan d'action numérique gouvernemental et de la feuille de route citoyenne.Mise en place de la nouvelle plateforme gouvernementale de consultation publique¹. La création de celle-ci s'inscrit parmi les mesures clés de la Stratégie, et servira à héberger l'ensemble des consultations publiques du gouvernement du Québec.Déploiement d'une offre de formation distinctive et sur mesure pour répondre aux besoins des organisations en matière de transformation numérique et pour les aider à relever les défis que pose l'arrivée massive du numérique par l'entremise de l'Académie de la transformation numérique.Par ailleurs, la Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique qui prévoit des règles applicables dans le cadre de la réalisation de projets en ressources informationnelles a été sanctionnée le 10 octobre 2019. <div data-bbox="1585 305 1921 456">Catherine Desgagnés-Belzil Dirigeante principale de l'information p.i. catherine.desgagnés-belzil@sct.gouv.qc.ca</div>

¹ En version bêta.

- Une accessibilité accrue aux services en ligne sans égard au mode utilisé, basée sur des technologies innovantes et qui prend en compte les enjeux de sécurité.
- Une plus grande efficacité dans la gestion des informations d'identité, d'adresse et de contact.
- La réduction des risques de fraude liés à l'identité en augmentant la robustesse des processus et des justificatifs afin de favoriser l'utilisation des services numériques dans un environnement de confiance.
- La mise en place d'une identité numérique fiable pour tous les citoyens.
- Le Centre québécois d'excellence numérique (CQEN), en collaboration avec l'Agence du revenu du Québec (ARQ), la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) est à réviser l'approche afin de proposer une solution basée sur des technologies innovantes qui respecte les orientations gouvernementales et qui prend en compte les divers enjeux de sécurité.
- Un avis d'appel d'intérêt a été lancé à l'automne 2019 afin de connaître l'offre du marché en matière de solution d'identité numérique et d'évaluer les solutions existantes et ainsi accélérer le déploiement.
- Cette démarche a permis au SCT d'approfondir sa connaissance des offres disponibles sur le marché et de préciser la solution qui sera recommandée dans le cadre du nouveau dossier d'affaires dont le dépôt s'échelonnera de février à juin 2020; une approche graduelle d'approbation ayant été retenue.

Sécurité de l'information

- Une politique gouvernementale de cybersécurité visant à instituer une Administration gouvernementale plus résiliente et cyberprotégée offrant des services numériques centrés sur le citoyen est en préparation.
- Un comité consultatif en cybersécurité a été mis sur pied en décembre 2019.
 - Le comité regroupe 14 spécialistes des secteurs public, parapublic, académique, scientifique et industriel.
 - Deux rencontres ont été tenues à ce jour et ont permis de valider les objectifs du gouvernement en matière de cybersécurité.
- La mise en place du Centre gouvernemental de cyberdéfense et du réseau gouvernemental de cyberdéfense se poursuit. Leur implantation permettra de faciliter la concertation et la cohésion des intervenants ainsi que de mieux cibler les enjeux de cyberdéfense et les risques potentiels. Ces interventions offriront une protection accrue des données, des systèmes et des infrastructures technologiques du gouvernement.

Christiane Langlois
Directrice générale de la sécurité
de l'information gouvernementale
Christiane.langlois@sct.gouv.qc.ca

2. Enjeux et besoins : Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.	---	
3. Sujets d'intérêt : Veuillez identifier des sujets d'intérêt dans votre administration pour les prochaines réunions / téléconférences du CDPISP	<ul style="list-style-type: none">• Cybersécurité• Transformation numérique• Identité numérique	